



www.fnte.cgt.fr

Compte rendu



**Fédération nationale  
des travailleurs de l'État**

263 rue de Paris - Case 541  
93515 Montreuil Cedex  
Tél. 01 55 82 89 00 Fax 01 55 82 89 01  
Mail : trav-etat@cgt.fr

## Compte rendu Comité de Suivi des restructurations du 17 décembre 2014

Ce comité de suivi des restructurations était présidé par le DRHMD. La CGT a lu la déclaration liminaire ci-jointe.

### Bilan des restructurations de la Loi de programmation militaire

De 2009 à 2014, nous pouvons retenir les chiffres suivants :

- 3381 ont quitté le Ministère de la Défense en IDV dont 3029 personnels à statut ouvrier de l'état.
- 1773 départs en retraite et autres départs
- 19168 mobilités.

En clair, ce sont près de **25 000 personnels civils qui ont été concernés directement** par une restructuration. Dans le cadre de ces restructuration, 3049 personnels civils ont du changer de résidence familiale.

**Comme l'a dénoncé souvent la CGT, les restructurations ont coûté très cher.** De 2009 à 2014, le coût du PAR est ainsi de 368,91 millions d'euros. Ce chiffre doit être mis en rapport avec les soi-disant manque de crédits.

Rien que pour l'IDV et la Mobilité, l'addition s'est élevée à 65,5 millions d'euros. Mais ce n'est que la partie immergée de l'iceberg. En effet, à ce montant doit s'ajouter **la note salée des externalisations**, plus onéreuses que lorsque ces mêmes missions étaient accomplies au sein du ministère ; en témoignent les rapports de la cour des comptes depuis 2010.

De la même façon, l'action sociale des armées est mise lourdement à contribution alors même que sa dotation est en baisse depuis des années, au détriment de sa vocation première du soutien social aux ressortissants.

### Cartographie des restructurations 2015 :

La CGT a dénoncé la situation anxiogène pour les personnels qui sont dans l'inconnu à court terme et en proie à des informations contradictoires en permanence. Ainsi, nous avons interpellé l'administration sur plusieurs exemples :

#### Base de Creil :

Les personnels de la Base aérienne n'ont pas la connaissance de l'avenir des fonctions transverses telles le soutien et le maintien en conditions opérationnelles aéronautique.

Sur cette question, l'administration n'a pas répondu.

Concernant la question spécifique de la DRM de Creil nous avons demandé à connaître les précisions de transfert des personnels de la sous direction exploitation (SDE) Balard, mais aussi du CEFIAR de Strasbourg qui doit rejoindre normalement Creil.

La DRM a confirmé le changement de portage prévu pour 2015, pas seulement en raison de la question de la place à Balard, mais aussi de changement d'organisation interne. Par conséquent le transfert de la

SDE aura lieu en 2 phases sur 2015 et 2016. Concernant le CEFIAR, suite à des problèmes d'infrastructure, la bascule se fera en 2017-2018.

### **CERHPC de Bordeaux :**

La CGT souligne une fois de plus que dégarnir la filière RH nuit à la qualité de gestion RH et aux droits des agents. Tant que la reprise de la paye n'est pas effective par les CMG, l'administration reconnaît que l'on ne peut « dégarnir » le centre. En effet, il y a différents systèmes d'information à accompagner et la reprise des payes par les CMG devrait être terminée fin 2016. Le CMG de Bordeaux aura terminé en cette fin d'année sur son périmètre. Sur Rennes, ce sont 1100 dossiers qui sont déjà repris et 700 sur Saint Germain en Laye. Le transfert va se poursuivre sur ces 2 CMG sur l'année 2015.

Sur Metz, les transferts de gestion de la paye auront lieu dans la seconde partie de l'année. Le CRHPC de Bordeaux va donc perdre en gestion 13000 sur 23000 en 2015. Il en restera 10000 à transférer en 2016.

### **Hébergement des personnels civils célibataires géographique en BCC :**

La CGT a rappelé que de trop nombreux personnels civils s'entendent refuser un hébergement sous le prétexte fallacieux qu'ils ne sont pas militaires. Nous demandons à ce qu'un rappel général aux bureaux logement des BDD soit fait afin que ces situations inacceptables n'aient plus lieu.

### **Avancement des personnels restructurés :**

La CGT dénonce la situation des personnels qui contrairement à ce qui est stipulé dans le PAR sont effectivement lésés dans leur avancement suite à des mobilités. Force est de constater le mépris des autorités d'emplois qui ne répondent pas lorsque des agents les interrogent sur leur déclassement alors qu'ils ont déjà subi une suppression de poste et que le PAR promet « une attention particulière » portée à l'avancement des agents restructurés.

L'administration répond qu'il va falloir redéfinir les règles autour des CAP puisqu'elle est bien obligée de constater également le phénomène qui est flagrant. Ainsi, la DRHMD prévoit l'élaboration d'un tableau synoptique pour avoir une meilleure traçabilité en CAP des agents restructurés, ceci dès 2015.

### **Mobilités interministérielles :**

La CGT a alarmé la DRH-MD sur la difficulté, presque l'impossibilité d'effectuer des mobilités interministérielles ou inter fonctions publiques. Elle réclame la tenue d'une réunion interministérielle sur la question. L'enjeu est de permettre à des agents d'être légitimement reclassés dans leur lieu de vie.

### **Situation des agents de Giat/Nexter et de DCN/S**

La CGT a interrogé la DRH/MD quant à la situation des agents de NEXTER et de DCN/S dont certains se retrouvent en grande difficulté : leur présence dans les sociétés nationales s'est soldée peu à peu par un oubli en gestion et de nombreux dossiers sont sérieusement incomplets voire vides. Selon la DRHMD, un travail sera engagé en 2015 par le CMG de Lyon avec le service RH des sociétés nationales. La multiplicité des intervenants exige une coordination serrée de la part de la DRH-MD.

### **SIMU :**

Le SIMU a assuré qu'il ne retiendrait pas ses agents et que ceux-ci entrent tous dans le cadre du PAR.

### **SCA :**

Une présentation a été faite par la direction du SCA quant à la réorganisation visant à développer la notion de « qualité de service » tout en satisfaisant la volonté ministérielle de déflation des effectifs. Pour la CGT la volonté affichée du SCA d'avancer sur sa restructuration appelle la plus grande vigilance. En effet, l'obsession, trop souvent rencontrée au SCA pour « la qualité de service » ou « la production » ne supplantera pas les droits des agents.

### **Varenes sur Alliers :**

La CGT a réitéré sa demande pour que la ligne de bus Varenes sur Allier / Moulins soit développée et renforcée pour assurer de façon pérenne les besoins de transport des personnels qui subissent la fermeture de leur établissement, et qui iront désormais travailler sur Moulins. Le CMG de Lyon nous répond que la problématique est prise en compte par le commandement de la BDD de Clermont qui s'est engagé à étudier la faisabilité de la ligne de bus.

Concernant le reclassement des personnels restants, la CGT rappelle que les ouvriers en HCA qui sont des personnels qualifiés doivent obtenir sur Moulins des emplois correspondant à leurs professions. Selon le CMG, la 13ème BSMAT devrait in fine les prendre sur des postes correspondant à leur niveau de qualification, d'autant qu'il y a actuellement un sous effectif.

Il est à regretter que sur cette question des ouvriers HCA, la CFTC soit montée au créneau pour se plaindre de la masse salariale que représenterait ces personnels pour l'armée de Terre, suggérant que celle-ci ne pourrait les assumer et qu'ils soient repris sur Bourges. Cette réflexion est inacceptable et constitue une insulte faite aux compétences des personnels. Est-ce le rôle d'une organisation syndicale de se faire mousser auprès de l'administration en avançant servilement de supposées contraintes à opposer à des personnels restructurés ?

### **En conclusion :**

Les comités de suivis se succèdent, et on est parti pour un nouveau cycle de restructurations dans le cadre de la nouvelle LPM. Avec un ministère déjà fortement impacté et des missions de plus en plus altérées dans leur accomplissement malgré l'investissement des personnels, l'urgence est à la reprise de l'embauche de recrutements à statut.

Pourtant, l'ambiance générale de ce comité de suivi pourrait laisser penser que du côté de l'administration, tout va bien. Pourtant de nombreux problèmes ont été soulevés qui appellent des solutions rapides et l'arrêt des belles promesses.

Le ministère entend poursuivre sa démarche de destruction de l'emploi dans une logique comptable effrénée, au mépris de la transmission des savoirs et de la qualité des tâches ; la situation du MCO est à cet égard particulièrement inquiétante. Nous avons besoin d'une défense nationale au service de la paix et de la protection du territoire, pas d'une boîte à subventions dont l'objet est la suppression d'emplois et la privatisation d'un domaine régalié.

Seule la mobilisation des personnels sera de nature à inverser cette tendance.

**La délégation CGT était composée de Virginie BERTRAND et Frédéric MATHIEU, membres du Bureau Fédéral**